



Allons jusqu'au bout de nos valeurs / L'ambition de l'égalité

Allons jusqu'au bout de nos valeurs / L'ambition de l'égalité

Bonjour à toutes et tous, Pour votre information, deux tribunes de SOS homophobie ont récemment été publiées dans les médias : « Allons jusqu'au bout de nos valeurs » publiée sur le site de Libération à l'occasion de la sortie du Rapport Annuel 2015 de SOS homophobie et « L'ambition de l'égalité » publiée sur le site de L'Humanité pour demander l'ouverture de la PMA à toutes les femmes. Vous pouvez en prendre connaissance ci-dessous ou sur notre site internet rubrique Actualité (<http://www.sos-homophobie.org/tags/type-darticle/actualite>). En ce 17 mai, je vous souhaite une excellente Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Bien amicalement, Yohann Roszewitch, président yohann.roszewitch@sos-homophobie.org -- « Allons jusqu'au bout de nos valeurs » (Tribune publiée le 12 mai sur le site de Libération) *«Le point où la résistance s'est faite chez les autres, ce n'était pas qu'ils aient couché ensemble, ce n'était pas ça qui était intolérable, mais c'était que le lendemain matin, ils se tiennent par la main, c'était que, pendant le déjeuner, ils s'embrassent, c'était qu'ils ne se quittent plus, c'était finalement toute une série de plaisirs qui étaient justement des plaisirs d'être ensemble [...]»*. Ces quelques mots de Michel Foucault à propos d'un couple gay trouvent leur résonance dans le bilan que nous dressons des LGBTphobies en 2014. En 2013, nous avons reçu un nombre sans précédent de témoignages d'homophobie et de transphobie. Un an après, le nombre de témoignages a baissé, mais, dans quelques contextes, ceux de la vie quotidienne, la haine se manifeste toujours autant. Qui en sont les victimes ? Jean-Paul F. et Jean-Paul B., un couple agressé à un arrêt de bus après s'être embrassé, Sandra et Charline qui n'osent pas se tenir la main en public, Fabien insulté par ses camarades de classe, Louise dont la banque refuse de tenir compte de son changement d'identité de genre. Ces chiffres traduisent bien sûr une plus grande volonté des victimes de faire connaître les violences qu'elles subissent. Ils illustrent le travail quotidien accompli par les bénévoles de SOS homophobie. Mieux connue, notre association est aussi davantage sollicitée. Mais ces chiffres montrent d'abord à quel point l'homophobie est enracinée dans notre pays, dans les familles, le voisinage, les lieux de travail. Depuis 2012, les débats autour du mariage pour tous ont donné une nouvelle légitimité à ces LGBTphobies du quotidien. Pourquoi s'interdire les moqueries et les insultes, le rejet et les coups quand, publiquement, les déclarations homophobes et transphobes se multiplient en toute impunité ? Nous espérons que les premiers mariages, que les premières reconnaissances de familles homoparentales permettraient le recul des LGBTphobies. Au contraire, et dans un contexte de montée des extrémismes, nous avons assisté à une banalisation des paroles de haine. Ces derniers mois, les pouvoirs publics ont également entretenu l'homophobie et la transphobie. Refus de donner accès à la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, hésitations sur l'ouverture du don de sang aux hommes gays et bisexuels, incapacité à légiférer sur la simplification du changement d'état civil des personnes trans ou encore absence de politique de lutte contre les LGBTphobies à l'école : cette inaction et ces reculades alimentent les LGBTphobies. En niant l'égalité des droits et les libertés des personnes LGBT, les pouvoirs publics justifient la hiérarchisation des personnes selon leur orientation sexuelle et leur identité de genre. Face à la lesbophobie, à la gayphobie, à la biphobie, à la transphobie, nous poursuivons notre combat. Trop souvent, on nous oppose des consultations qui ne rendent jamais leurs conclusions ! Des temps d'apaisement face à des extrémistes qui manifestent bruyamment ! De nouvelles priorités ! Faut-il croire que la grandeur d'une politique se mesure à des discussions qui ne sont que des prétextes ? Que le souci du compromis impose de légitimer des paroles fanatiques ? Qu'une politique économique ambitieuse n'est pas compatible avec le respect des droits et des libertés de chacun ? Non ! Aujourd'hui, la lutte contre les LGBTphobies impose la mobilisation de toutes et de tous. Des pouvoirs publics. Le vote de la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de personnes de même sexe a été une grande et belle conquête. C'est une réalité aujourd'hui acceptée par une très grande majorité de Françaises et de Français. Appuyons-nous sur ce succès pour dépasser les peurs et mettre en œuvre une politique qui rassemble et non qui divise. De la société civile. Les initiatives se multiplient qu'il s'agisse de la diffusion à la télévision de documentaires tels *Homos*, *la haine*, de la prise de conscience par les réseaux sociaux de la nécessité de lutter contre les propos haineux, ou encore des actions menées par les entreprises pour faire de la diversité un atout. La réussite de ces actions montre tout l'intérêt de se mobiliser pour

accorder leur place aux personnes LGBT. Du monde associatif. SOS homophobie poursuit son action de soutien aux victimes, de prévention des LGBTphobies et de militantisme. Mais, nous ne pouvons pas mener seuls ce combat. Les mécanismes qui conduisent aux LGBTphobies, au sexisme, au racisme et à tous les actes antisémites, antimusulmans ou antichrétiens sont les mêmes. Rassemblons-nous pour les combattre et construire un monde de diversité. Unis contre toutes les formes de discrimination, nous combattons pour la liberté, l'égalité, la fraternité, ces valeurs qui fondent notre République et auxquelles nous croyons fermement et passionnément. Léon Blum écrivait : « *L'homme libre est celui qui n'a pas peur d'aller jusqu'au bout de sa pensée.* » Allons aujourd'hui jusqu'au bout de nos valeurs. Yohann Roszévitch, président de SOS homophobie http://www.liberation.fr/societe/2015/05/12/la-lutte-contre-les-lgbtphobies-impose-la-mobilisation-de-toutes-et-de-tous_1306660 – « L'ambition de l'égalité » (Tribune publiée le 4 mai sur le site de L'Humanité) Lors de la campagne présidentielle de 2012, le candidat François Hollande s'y est engagé : « Une femme doit pouvoir recourir à l'assistance médicale à la procréation, soit parce qu'elle ne peut pas avoir d'enfant, soit parce qu'elle ne souhaite pas avoir une relation avec un homme. » Trois ans plus tard, qu'est devenue cette promesse ? Elle a été évincée de la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de personnes de même sexe ; elle a été reportée dans une loi Famille qui n'a jamais été examinée ; elle est soumise à un avis – sans cesse repoussé – du Conseil consultatif national d'éthique (CCNE). De quelle peur la procréation médicalement assistée (PMA) est-elle le nom ? De la peur des forces les plus conservatrices de notre pays. Au nom d'une vision inégalitaire de la place des femmes dans la société, elles luttent contre toutes les mesures qui renforceraient la liberté des femmes à disposer de leur corps. Au nom de la défense d'un modèle familial unique, elles s'opposent avec force à toutes les avancées qui permettraient de reconnaître la diversité des familles d'aujourd'hui. Leurs craintes sont aujourd'hui les mêmes que celles qui les ont conduites à s'opposer bruyamment à la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en 1975, au Pacs en 1999, au mariage pour tous en 2013. De la peur des pouvoirs publics. La recherche de l'apaisement a conduit les pouvoirs publics à sacrifier toutes mesures en faveur de l'accès à la PMA pour toutes les femmes. C'est lors d'une visite au Vatican que le premier ministre, Manuel Valls, a ainsi déclaré que le gouvernement s'opposerait à tout texte de la majorité sur la PMA « jusqu'à la fin de la législature ». Le message est alors clair : il ne s'adresse ni aux femmes célibataires ni aux couples de femmes, privées de l'accès à la PMA ; il ne s'adresse ni aux militants féministes, ni aux militants LGBT (lesbiens, gays, bisexuels et transsexuels – NDLR) ; il s'adresse à celles et à ceux qui se sont opposés avec force et violence à l'égalité des droits lors des débats sur la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de personnes de même sexe. Malgré ces discours conservateurs et lâches, il est urgent aujourd'hui d'ouvrir la PMA à toutes les femmes. La PMA est aujourd'hui une réalité dans notre pays. Des milliers de femmes y ont recours chaque année à l'étranger, où la pratique est ouverte à toutes en Belgique et en Espagne. Cette situation crée de profondes inégalités entre celles qui ont les moyens de se rendre dans ces pays et celles qui ne le peuvent pas. L'hypocrisie du législateur ajoute ainsi aux discriminations liées à l'orientation sexuelle une discrimination sociale. Pour les femmes qui ont recours à une PMA à l'étranger, la situation n'est alors pas sans danger, car elles ne bénéficient que d'un soutien médical trop lointain pour assurer leur santé et leur sécurité. Plus largement, le refus d'ouvrir la PMA à toutes les femmes entretient les hiérarchies et les dominations sociales fondées sur l'orientation sexuelle. Aujourd'hui, la PMA est ouverte aux couples hétérosexuels, mais fermée aux couples de femmes. Les pouvoirs publics ont oublié, comme le rappelait Marguerite Yourcenar, que « toute tolérance accordée aux fanatiques leur fait croire immédiatement à de la sympathie pour leur cause ». Pourquoi, dès lors, ne pas afficher ouvertement son sexisme et sa lesbophobie, quand l'État – lui-même – légitime ces discriminations ? Certaines et certains nous objectent que le combat en faveur de la PMA pour toutes n'est pas une priorité, que la situation économique et sociale de notre pays impose d'autres priorités. N'oublions pas notre histoire : à la Libération, en 1981, l'ambition sociale n'a pas empêché de vraies avancées sociétales. Au contraire, ce fut alors le signe de politiques fortes qui ne craignaient pas les idéaux dont elles se réclamaient. Aujourd'hui, le problème n'est donc pas l'ouverture de la PMA, mais l'absence de volonté, de courage et de détermination des pouvoirs publics pour construire une société juste et égalitaire. Yohann Roszévitch, président de SOS homophobie <http://www.humanite.fr/en-quoi-ouvrir-la-pma-aux-couples-de-femmes-serait-il-un-probleme-573025>
